

Notes de lecture

United Nations. *Assessing the Demographic Consequences of Major Development Projects. Proceedings of a United Nations Workshop.* New York, 1-4 December 1986. New York, Department of International Economic and Social Affairs, ST/ESA/SER.R/81, 1988, 183 pages.

Raymond Gervais

Volume 19, numéro 2, automne 1990
Vieillesse démographique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/010056ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/010056ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (imprimé)
1705-1495 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gervais, R. (1990). Compte rendu de [United Nations. *Assessing the Demographic Consequences of Major Development Projects. Proceedings of a United Nations Workshop.* New York, 1-4 December 1986. New York, Department of International Economic and Social Affairs, ST/ESA/SER.R/81, 1988, 183 pages.] *Cahiers québécois de démographie*, 19(2), 381–383.
<https://doi.org/10.7202/010056ar>

Notes de lecture

UNITED NATIONS. — *Assessing the Demographic Consequences of Major Development Projects. Proceedings of a United Nations Workshop. New York, 1-4 December 1986.* New York, Department of International Economic and Social Affairs, ST/ESA/SER.R/81, 1988, 183 p.

L'intention des agences responsables de l'organisation de cet atelier, la Division de la population de l'ONU et le FNUAP, était fort louable. Le résultat, malheureusement, reflète la diversité des intérêts en jeu et, ultimement, la difficulté de définir les contours d'une démographie appliquée. À titre de preuve, il suffit d'examiner la discordance entre la première partie («Report and Recommendations of the United Nations Workshop on Assessing the Demographic Consequences of Major Development Projects»), où sont clairement exposées les préoccupations des responsables de la planification de projets d'envergure, et la seconde partie («Background Papers»), où les soucis plus méthodologiques et théoriques des intervenants l'emportent souvent sur les aspects pratiques.

Depuis la conférence de Bucarest, en 1974, l'idée de l'intégration des variables démographiques dans la planification de projets avait périodiquement fait l'objet de réflexions et de recommandations. Il faut néanmoins reconnaître que cette intégration était bien imparfaite, puisque, jusqu'à très récemment, l'approche «toile de fond» avait été privilégiée : les variables démographiques, comme l'environnement, constituaient des préoccupations d'arrière-plan, des parties du décor physique ou humain dont on se devait de parler et de présenter les tendances passées, mais c'étaient les pions passifs d'une partie dont les enjeux étaient autres. Le devant de la scène se trouvait occupé par les objectifs économiques des projets : électrification de régions, développement rural intégré, construction de barrages, irrigation, etc. À cette situation, on peut

apporter quelques éléments d'explication. La forme des séquences de réalisation des projets invitait à l'intégration des variables de population à des moments précis, soit en phase d'évaluation de la faisabilité (selon le jargon du milieu), soit en phase d'analyse d'impact, quelques années après la fin du projet. Dans un cas, il s'agissait de définir l'environnement humain afin d'établir les chances de réussite, dans le second cas, il fallait mesurer l'impact du projet. De fait, on peut penser que les préoccupations de meilleure intégration ont émergé des échecs répétés des projets, en particulier sur la question de la mobilisation des populations touchées, et de la nécessité de mieux suivre ces projets au cours du déroulement des opérations afin d'éviter les dérapages coûteux. Les méthodologies de suivi-évaluation («*monitoring and evaluation*») ont certainement remis dans une perspective plus juste les préoccupations socio-démographiques.

C'est donc dans ce contexte que fut mis sur pied le projet de création d'une méthodologie d'évaluation des conséquences démographiques des projets : «*The immediate objective of the project is to contribute to the development of a practical methodology for assessing the demographic impact of development projects that will be applicable in different countries and to a broad variety of project situations*» (p. 2). Pour atteindre l'objectif, il fallait établir une nouvelle prémisse : non seulement les variables socio-démographiques formaient l'arrière-plan d'origine, mais, surtout, elles évoluaient avec le projet et devenaient donc à la fois parties des impacts du projet et facteurs de modification des données de départ, d'où une nouvelle complexité dans la pratique et l'analyse. L'effet de retour signalait l'échec ou la réussite du projet. En poussant plus loin la réflexion, on peut ajouter que si le projet visait d'abord à modifier certaines situations (accroissement du revenu, amélioration des conditions d'emploi...), ces changements devenaient des variables intermédiaires vis-à-vis des modifications induites dans certaines composantes du régime démographique. Pour sortir de l'abstraction, prenons un exemple : on avait justifié le projet X d'irrigation à grande échelle par l'amélioration des revenus des ménages exploitants et la stabilisation des populations, mais on constate en fin de projet, lors de l'analyse d'impact, que l'on a assisté à une vague importante d'immigration vers la région, à un accroissement de la fécondité dans les familles touchées et, finalement, à une hausse notable de la morbidité attribuable à un changement de

l'écosystème et aux habitudes de travail. La planification d'une nouvelle série de projets devrait obligatoirement tenir compte de ces modifications. La question donc, pour les participants de l'atelier, était : comment mesurer de manière fiable ces mutations pour les intégrer dans la planification ?

C'est à ce niveau que s'inscrit l'écart entre opérations de planification et préoccupations méthodologiques. Car on ne peut qu'être sympathique à toutes les discussions sur les pièges liés à la détermination de l'échelle d'analyse : doit-on se limiter à une région ou étendre à tout le pays ? Comment définit-on le groupe témoin ? Les méthodologues comprendront aisément l'importance capitale de l'échantillonnage ou la rigueur requise dans la rédaction d'un questionnaire. La nature même des questionnaires pourrait en intéresser certains, puisqu'il s'agit de savoir si l'on doit ne retenir que les questionnaires-ménages ou rédiger aussi des questionnaires touchant la communauté (village). Finalement, le choix des indices retenus, leur fiabilité et leur justesse ont été le sujet principal de deux communications (Sly et Hill). Certes, toutes ces préoccupations se devaient de figurer tout en haut de l'ordre du jour de l'atelier, mais, concrètement, n'y a-t-il pas eu confusion sur les personnes, puisque, généralement, les socio-démographes n'ont pas le *pouvoir* de commander et de suivre ces enquêtes, encore moins d'agir sur la base des résultats. Depuis plusieurs années, on a assisté en Afrique, comme ailleurs, à une floraison d'enquêtes, ménages ou villages en particulier, mal suivies et n'ayant jamais donné les résultats fiables escomptés; pourtant, toutes avaient été conçues selon les normes... À ce titre, l'Afrique des années 1980 apparaît comme un vaste cimetière d'enquêtes perdues et d'occasions ratées, avec cette mince consolation que les règles de l'art ont été respectées. Dès lors, qu'on nous permette de conclure en souhaitant que l'atelier de 1986 et la publication des communications aient pu amener un rapprochement entre responsables de planification et méthodologues. Car, plutôt qu'une quelconque discussion sur un indice, si obtus ou fiable soit-il, le noeud du problème demeure, à nos yeux, la nécessité et les conditions de réalisation de ce rapprochement lui-même.

Raymond GERVAIS